

Collectif pour la défense de l'hôpital public de Fontainebleau

→ Au cours du rassemblement organisé samedi 10 décembre 2011, notre délégation a été reçue par Monsieur Valletoux, Maire de Fontainebleau, Président de la Fédération Hospitalière de France.

→ Nous vous invitons à prendre connaissance du compte-rendu :

Notre demande de rendez-vous a été déposée le 29 novembre 2011. Le Maire de Fontainebleau n'a pas cru devoir répondre à notre courrier.

Samedi, 10 décembre 2011, après plus d'une heure d'attente, la présence de plus de 250 habitants de l'agglomération attachés au service public de la santé, a contraint Monsieur Valletoux à recevoir notre délégation.

L'entretien n'a duré qu'une vingtaine de minutes, ce qui est peu propice au débat. Nous lui avons remis une pétition qui a recueilli plus de 1 600 signatures dénonçant les projets de l'ARS et exigeant le maintien d'un hôpital de plein exercice dans notre agglomération.

Nous avons insisté sur la légitimité de notre démarche fondée sur le travail d'écoute et de dialogue avec la population depuis des mois, l'accueil de plus en plus ouvert et compréhensif de notre action.

Nous avons rappelé la longue filiation dans laquelle s'inscrit notre combat : la tradition française d'un hôpital pour tous, continuée et enrichie, après la seconde guerre mondiale, par le Conseil National de la Résistance.

Nous avons rappelé que les valeurs du service public sont au centre de notre action : nous défendons l'hôpital public dont les missions, le financement, le fonctionnement doivent se distinguer complètement des services privés particuliers.

Monsieur Valletoux s'est réclamé également de ces mêmes valeurs en nous demandant « de croire à sa volonté de tout faire pour l'hôpital public ». Il rappelle son action pour « le rapprochement des hôpitaux de Nemours et Fontainebleau » ainsi que sa volonté « de n'attribuer de subventions que pour les missions de service public ».

Notre volonté de faire la différence entre des déclarations générales sur les valeurs du service public et la défense réelle de ces valeurs par une politique respectueuse de ses missions nous a amenés à rappeler à Monsieur Valletoux le contenu du rapport de la Cour des Comptes de septembre 2011. Celui-ci met en évidence que, dans les Partenariat Public Privé, PPP, le public est toujours spolié. Ainsi, les millions d'euros d'argent public destinés à la polyclinique et à la mise en place du projet de Groupement de Coopération Sanitaire Privé, GCS, portent atteinte au secteur public.

Nous avons également réclamé une plus grande démocratie dans ce type de prise de décisions : la population et le personnel de l'hôpital doivent être associés, dès lors qu'il s'agit de travailler sur le devenir d'un service public aussi important pour la société.

Nous avons souligné que le démontage progressif de la structure hospitalière actuelle démoralise les équipes soignantes car il casse un outil de travail rendu moins efficace.

Nous avons affirmé que la reconstruction de l'hôpital sans la polyclinique, avec le maintien de tous les services, permettra d'en finir avec les honteux dépassements d'honoraires de cette clinique.

Le problème immédiat du transfert des urgences chirurgicales de nuit à Melun a été abordé par Elodie Gauthier, infirmière au bloc opératoire. Elle en a souligné l'aberration en matière de sécurité des patients.

Nous avons exprimé le souhait de ne pas envisager le cas de l'hôpital de Fontainebleau seul mais en relation avec les hôpitaux de Nemours, Montereau et Melun, en recherchant un véritable partenariat public / public.

Cet échange d'une vingtaine de minutes n'a par permis l'expression satisfaisante des besoins, des propositions des usagers comme ceux des personnels. Nous avons souhaité la mise en place d'un vrai dialogue sur un sujet si important.

Le maire, visiblement bousculé par nos arguments et pas du tout dans sa superbe face aux manifestants indignés qui envahissaient les abords de l'Hôtel de Ville, conclut qu'il pourrait organiser une réunion de travail avec des membres du collectif.

*Marielle Billy, Francine Daupias,
Jean Michel Meck, radiologue, Elodie Gauthier infirmière au bloc opératoire,
Hôpital de Fontainebleau*

SEINE ET MARNE : LE SACCAGE DES HÔPITAUX SE POURSUIT.

Mise en place dans les hôpitaux depuis plusieurs années, la « tarification à l'acte » (la T2A), calquée sur un modèle de gestion privée, est utilisée pour endetter les hôpitaux publics et ainsi justifier l'abandon d'activités de soins et de lits. Le but recherché est en effet d'affaiblir l'offre de soin dans le secteur public pour laisser une place grandissante aux services privés.



Et maintenant ... après cette délégation ?

Notre collectif, en cohérence avec sa démarche démocratique, demande donc une réunion de travail avec les personnels, les usagers et les représentants de la Fédération Hospitalière de France.

Cette réunion doit avoir comme objectif un large échange de vue visant à la révision du programme de restructuration de l'hôpital.

Le maintien d'un hôpital public de plein exercice à Fontainebleau reste notre objectif prioritaire car c'est aussi une structure essentielle contre la désertification médicale et garantissant l'accès aux soins pour tous.

Telle est la volonté des milliers de personnes qui nous ont rejoints en signant notre pétition.

